



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Metz, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EURO TF (ex-Manufacture Hartmann)

14 RUE DES REMPARTS
68140 Munster

Références : 0006700690_2025_12_15_EuroTF_VIIC_APMU
Code AIOT : 0006700690

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement EURO TF (ex-Manufacture Hartmann) implanté 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu lieu dans le cadre du suivi de l'explosion qui a eu lieu sur site le 13 novembre 2025. En l'occurrence, l'inspection a vérifié le respect de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence. Pour rappel, le 13 novembre 2025, la cuve contenant du peroxyde d'hydrogène a explosé suite à un dépotage de soude dans ladite cuve.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURO TF (ex-Manufacture Hartmann)
- 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster
- Code AIOT : 0006700690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Euro TF est une société spécialisée dans l'ennoblissement textile.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 14/11/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Mise en sécurité des installations	AP de Mesures d'Urgence du 14/11/2025, article 3	Astreinte	1 mois
4	Contrôle des accès	AP Complémentaire du 01/03/2016, article 7.2.1.1	Astreinte	1 mois
5	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 01/03/2016, article 7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Ressource en eau	AP Complémentaire du 01/03/2016, article 7.6.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 14/11/2025, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a mis en évidence que la surveillance du site et notamment le contrôle des accès n'était pas conforme à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences et à l'arrêté préfectoral complémentaire du site.

Plusieurs justificatifs sont également attendus par l'Inspection des installations classées :

- Sur la gestion des déchets souillés à la soude,
- Sur l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/11/2025, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 8 jours à compter de la date de l'accident, l'exploitant déclare l'accident et transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement. Le rapport d'accident précise les circonstances et la chronologie de l'évènement, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.</p> <p>La déclaration et le rapport mentionnés au premier alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure : (https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a télédéclaré l'évènement le 26 novembre 2025.</p> <p>A date de l'Inspection, le service d'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas remis le rapport d'accident survenu le 13 novembre 2025. L'exploitant a toutefois indiqué que celui-ci était en cours de rédaction et s'est engagé à le fournir pour la fin de la semaine. Il a été téléversé à la procédure le 16 décembre 2025.</p> <p>L'exploitant a identifié plusieurs pistes d'amélioration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un cadenas sur les tuyaux de dépotage dont la clé est gardée par le responsable maintenance, - Anticipation des jours de dépotage pour avoir des jours de livraison différents par produit, - Identifier les zones de dépotage (mise en place de panneau).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/11/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'APMU
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets récupérés sont entreposés dans de bonnes conditions de sécurité sur une aire étanche. Leur gestion et leur élimination sont réalisées dans des conditions propres à éviter des effets néfastes sur l'environnement et les nuisances pour les tiers (odeurs, fumées, ...).</p> <p>L'exploitant élabore un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'accident. Il procède à l'évacuation dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et assure la traçabilité des actions engagées.</p> <p>En particulier, les déchets liquides épandus en flaque d'une surface d'environ 20m² , selon les constatations du service d'incendie et de secours devront être gérés selon le paragraphe ci-dessus.</p>

L'ensemble des documents permettant à l'exploitant de justifier l'avancement et la réalisation de ces actions sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'Inspection, les déchets étaient toujours présents sur site, en attente du passage des assureurs.</p> <p>L'Inspection a constaté que la cuve éventrée était toujours présente à sa place initiale ; que les autres déchets étaient regroupés plus loin (3 IBC avec les bris de vitre, quelques tas de bois, ...).</p> <p>L'Inspection a pu constater que la citerne impliquée était également toujours présente sur site.</p> <p>Toutefois l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la localisation des déchets issus de la contamination à la soude (20m² de surface). Aucun enregistrement associé à la gestion de ces déchets n'a été présenté.</p> <p>Par mail du 19 décembre 2025, l'exploitant a envoyé une photo d'un fût bleu avec l'étiquette mentionnant : "Déchets souillés Mélange avec Hydroxyde de sodium". Le fût apparaît être stocké avec l'ensemble des déchets issus de l'accident dans une zone grillagée d'après d'autres photos transmises par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant transmette les justificatifs associés à la gestion des déchets contaminés à la soude (localisation de la zone d'entreposage respectant la prescription susvisée, et le cas échéant, les bordereaux de suivi des déchets vers une filière appropriée et autorisée).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Mise en sécurité des installations

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 14/11/2025, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'APMU
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations sont conduites avec toutes les précautions nécessaires afin d'éviter un sur-accident. En particulier, l'exploitant procède sans délai à l'arrêt et au maintien en sécurité des installations endommagées par l'évènement ainsi que des autres installations du site, susceptibles d'être impactées par effet domino ou non. En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés, et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site.</p> <p>Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence.</p> <p>Les justificatifs liés aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne sont transmis et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que le service d'incendie et de secours a procédé à la mise en sécurité des utilités (gaz et électricité), les postes d'arrivée étant situés à proximité immédiate de la cuve sinis-</p>

<p>trée.</p> <p>Les utilités ont été redémarrées par le personnel du site les jours suivants.</p> <p>Il a été constaté que la zone du bâtiment accolée à la zone de l'accident, qui est une zone de stockage de tissu, a été bloqué au moyen d'une rubalise et d'un grillage, qu'une poutre a été étayée et que les carreaux cassés ont été nettoyés et bâchés. L'exploitant est en attente du passage de l'assureur pour la remise en état de la zone, notamment au regard de la stabilité de la structure.</p> <p>L'Inspection a pu pénétrer sur site et faire le tour du site en voiture sans rencontrer aucune barrière ou personnel. Il a été constaté qu'il existe plusieurs accès au site et que ceux-ci sont a minima ouvert de 7h30 à 16h30. Par ailleurs, il n'existe aucune procédure d'accès sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant le non respect des mesures d'urgence en application du L.171-8-II, il est proposé la mise en place d'une astreinte journalière d'un montant de 50 euros/j avec sursis d'exécution à 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2016, article 7.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement est assurée, soit par un gardiennage, soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes. L'exploitant établit une consigne quant à la surveillance de son établissement.</p> <p>Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Il établit une consigne quant à la surveillance de son établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>cf constat précédent.</p> <p>Hors week-end, il n'y a pas de gardiennage sur site, il n'y a pas non plus de rondes de surveillance organisée. L'exploitant déclare que la surveillance du site est assurée par l'ensemble du personnel et que ceux-ci sont tenus de téléphoner aux forces de l'ordre en cas d'intrusion de personne étrangère. (A noter que le site fonctionne du lundi au samedi matin en continu.)</p> <p>L'exploitant indique que les personnes non employées sont censées appeler avec le numéro sur la pancarte à l'entrée du site, l'Inspection constate qu'il existe aussi une sonnette et qu'une pancarte indique de sonner mais qu'après test de l'Inspection et confirmation de l'exploitant, la sonnette est non fonctionnelle.</p> <p>L'Inspection considère qu'il ne s'agit pas d'un moyen de surveillance présentant des garanties</p>

équivalentes à un gardiennage ou à des rondes de surveillance, par ailleurs il n'existe pas de consignes écrites à destination du personnel sur le contrôle des accès.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En lien avec l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence qui prévoyait des prescriptions sur la surveillance et l'accès du site, il est proposé la mise en place d'une astreinte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2016, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien ...) font l'objet de procédures et d'instructions d'exploitation écrites et contrôlées. [...] Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.
Constats : L'exploitant a transmis dans le cadre de la téléprocédure « déclaration d'un incident/accident » le document intitulé « Transporteurs : Produits VRAC -Protocole de sécurité & Consignes pour les livraisons » que son fournisseur a édité. La procédure doit être complétée et signée avant démarrage du dépotage. Il apparaît, des dires de l'exploitant, que celle-ci n'a pas été respectée par le chauffeur : celui-ci a branché le camion avant revue et signature de la procédure avec le responsable de dépotage. L'exploitant a indiqué qu'il allait voir avec son fournisseur pour modifier la procédure afin d'intégrer le cadenas. Cette procédure précise également « Les consignes de sécurité générales et particulières au déchargement doivent être transmises au chauffeur par l'entreprise d'accueil avant toute opération de dépotage. ». L'exploitant n'a aucune procédure pour l'accueil des chauffeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est attendu que l'exploitant transmette le protocole mis à jour pour intégrer le cadenas ainsi que les procédures du site (accueil et entrée sur site, responsable, ...).</p> <p>Il convient également de respecter la procédure et de transmettre en amont au transporteur les consignes de sécurité générales et particulières au déchargement.</p> <p>La procédure mise à jour sera transmise à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Ressource en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2016, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par 4 poteaux incendie situés à moins de 200 mètres des bâtiments ; - 3 points d'eau pour motopompes puisant dans la Fecht et ses canaux de dérivation ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés ou des extincteurs sur roues de 100 kg en fonction des risques à défendre. <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 3 poteaux incendie sur l'emprise de son site qui sont alimentés par le réseau de ville. Un quatrième poteau incendie est situé à proximité de l'entrée du site à moins de 200 m du bâtiment.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des points d'eau pour motopompe aménagés dans la FECHT.</p> <p>L'exploitant dispose de 109 extincteurs portatifs de capacité entre 2 kg et 9L, vérifiés le 10 septembre 2025.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de RIA (robinet d'incendie armé) et d'extincteurs sur roues de 100 kg.</p> <p>Entre 2 et 3 personnes par équipes (a minima un contre-maître et un opérateur) sont formés à la manipulation des extincteurs, la dernière formation a eu lieu en octobre 2023.</p> <p>L'Inspection constate que les moyens mis en place par l'exploitant ne sont pas conformes à son arrêté préfectoral.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant mette en place les moyens prévus par l'arrêté préfectoral ou qu'il justifie de l'adéquation de ses moyens de lutte avec ses installations, en particulier il est attendu qu'il démontre que ses moyens de lutte sont suffisants et adaptés.
L'exploitant justifiera de la non-nécessité d'installation de points de prises d'eau fixes dans la Fecht.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois